Déclaration de M. Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, en réponse à une question sur la situation à Alep en Syrie, au Sénat le 11 février 2016.

2016-02-11

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Madame la Sénatrice,

Le ministre des affaires étrangères et du développement international, Laurent Fabius, est actuellement à Munich à une réunion sur la Syrie.

L'offensive lancée par le régime syrien, avec le soutien de la Russie et de l'Iran, a miné les discussions de Genève. Alep, comme vous l'avez rappelé, se trouve désormais sous la menace d'un siège atroce contre lequel nous avons, à de nombreuses reprises, alerté la communauté internationale.

Le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme a rapporté ce matin que plus de 51.000 civils ont été déplacés, 300.000 autres risquent de se retrouver en état de siège et des dizaines ont déjà été tués depuis le lancement de cette offensive.

On ne peut à la fois prétendre discuter à Genève et assassiner à Alep. Il s'agit d'une double manifestation du double langage de Damas et de Moscou dont le soutien à ces pourparlers n'est jusqu'alors que de façade. C'est ce qu'a réaffirmé hier Laurent Fabius.

C'est avec le soutien russe que le régime continue de bombarder les populations civiles de façon indiscriminée, d'affamer des villes entières et de refuser l'accès aux acteurs humanitaires. C'est également avec le soutien russe qu'il continue de violer toutes ses obligations humanitaires, y compris la résolution 2254 pourtant votée le 18 décembre par la Russie.

Pour reprendre les pourparlers dans des conditions crédibles, le régime doit cesser cette politique de terreur. Accès humanitaire, levée des sièges, arrêt des bombardements indiscriminés ne sont pas des préconditions, ce sont des obligations pour le régime. C'est le prélude indispensable à l'objectif d'un cessez-le-feu que nous soutenons évidemment.

Cet objectif n'a de chance d'aboutir que si les discussions peuvent s'engager sur la transition et si la lutte antiterroriste ne sert plus de prétexte au régime et à ses soutiens pour assassiner l'opposition assise à la table des négociations.

C'est cette approche que la France continue de défendre par la voix de Laurent Fabius à la réunion du Groupe de Vienne qui se tient en ce moment-même à Munich. Face à la politique de terreur, la France maintient son soutien à l'opposition, car sans opposition il n'y a aucune solution politique envisageable en Syrie, aucune solution crédible et durable à la menace terroriste de Daech. C'est Daech qu'il faut bombarder en Syrie et non pas l'opposition et la population civile.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 16 février 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/197924-declaration-de-m-harlem-desir-secretaire-detat-aux-affaires-europeenn